Macron, l'homme du « bloc bourgeois », les Gilets jaunes et la gauche

mardi 28 mai 2019, par WILNO Henri (Date de rédaction antérieure : 23 mai 2019).

Ce texte prépare un Exposé-débat prévu le 4 juin prochain à Lausanne.

Macron a été élu président en mai 2017, en grande partie à la suite d'un concours de circonstances qui a ouvert la voie à un « petit Bonaparte » qui, d'emblée a joui de forts soutiens dans le patronat et la haute administration et est apparu, selon les mots du politologue Jérôme Sainte-Marie comme l'homme de la « réunification idéologique et sociale de la bourgeoisie française pour donner aux réformes la plus grande force propulsive possible ».

L'homme du « bloc bourgeois »

Macron s'est d'emblée attelé à la tâche. Il a réussi à faire passer une contre-réforme supplémentaire (après celle de Hollande) du droit du travail et attaquant certains acquis des travailleurs des chemins de fer et en a annoncé deux : retraites et assurance-chômage. Il a accordé d'importants cadeaux fiscaux aux grandes entreprises et aux plus fortunés.

L'interminable affaire Benalla et la révélation des complaisances dont il a bénéficié de la part du président a, depuis le début mai 2018, ajouté au ressenti de larges cercles de la population vis-à-vis de l'exercice du pouvoir par Macron. Mais après la victoire de Macron remportée contre les cheminots au 1er semestre 2018, on pouvait penser à la rentrée de septembre 2018 que bien faibles risquaient d'être les résistances. Mais le 17 novembre, après une préparation et des discussions sur les réseaux sociaux, les Gilets jaunes occupèrent les ronds-points routiers sur tout le territoire du pays.

Les Gilets jaunes : un mouvement pour l'égalité

Il s'agit d'une révolte sociale spontanée qui échappe aux cadres des luttes sociales connus par la France depuis des décennies.

Les gilets jaunes sont un regroupement de couches sociales hétéroclites mais qui se sentent toutes victimes de la brutalité néolibérale, du mépris de l'« élite ». Le gros du mouvement est formé par des prolétaires en activité (ouvriers et employés) ou retraités, auxquels s'ajoutent des membres de la petite-bourgeoisie (artisans, autoentrepreneurs, infirmières libérales), des paysans et des petits patrons. Il faut aussi noter l'importance des femmes, nombreuses sur les ronds-points et dans les manifestations. Ce n'est pas un mouvement du cœur des grandes agglomérations ni des quartiers populaires (dont la population est largement d'origine étrangère).

Les revendications mises en avant par les Gilets jaunes ont évolué : de la taxe sur les carburants, elles se sont élargies au rétablissement de l'ISF, à la hausse des retraites, à la dénonciation de la TVA sur les produits de première nécessité… à la revalorisation du SMIC. Les préoccupations écologiques ont été souvent intégrées. Les Gilets jaunes par leurs revendications se posent avant

tout en mouvement des « petits contre les gros », un mouvement pour l'égalité.

Une partie de la clientèle électorale populaire de la droite (voire du Rassemblement National) s'est retrouvée parmi les Gilets jaunes (ou en soutien à ceux-ci) et a influencé leurs formes d'apparition (drapeaux tricolores, Marseillaise) mais il ne faut pas confondre cette présence avec les menées de l'extrême-droite organisée qui a échoué à hégémoniser le mouvement. Il convient de ne pas oublier un point essentiel constaté dans tous les mouvements de quelque importance, y compris les grèves d'entreprise : lutter change les gens, et cela s'est encore manifesté cette fois-ci.

La revendication du RIC (référendum d'initiative citoyenne) a de plus en plus été portée par le mouvement. Elle traduit la crise du système représentatif tel qu'il fonctionne désormais en France : à la monarchie « républicaine », à un système représentatif dégénéré, le RIC oppose (avec beaucoup d'illusions) une volonté de démocratie directe.

Un mouvement radical et rejeté par l'establishment

Avec les Gilets jaunes, un degré supplémentaire a été franchi dans l'utilisation de la police et de la justice pour tenter de régler les questions politiques et sociales. Le pouvoir a dénoncé la violence des Gilets jaunes. En fait, ceux-ci se sont d'emblée situés hors du train-train habituel des manifestations syndicales : ils veulent que leurs manifestations aient un impact concret, d'où la présence sur les ronds-points, aux péages d'autoroutes et les manifestations du samedi sur des parcours non négociés avec la police et dans les quartiers où sont les sièges des pouvoirs politiques et économiques. Le refus du pouvoir de l'accepter et le mépris vis-à-vis de leurs revendications ne pouvaient qu'exaspérer les manifestants.

Par ailleurs, trois phénomènes importants doivent être notés :

• La large popularité du mouvement qui va bien au-delà des participants directs au mouvement et est particulièrement forte chez les ouvriers et employés.

• Le mépris exprimé par les couches supérieures et une partie des intellectuels, y compris « de gauche » manifestant une forme de ce que Bourdieu caractérisait comme un « racisme de l'intelligence… qui fait que les dominants se sentent justifiés d'exister comme dominants ».

• Le rejet du mouvement par une partie du syndicalisme, des écologistes et de la gauche ainsi qu'une difficulté plus ou moins grande à définir une position pour les secteurs plus ouverts au mouvement.

L'attitude du pouvoir

Face aux Gilets jaunes, le pouvoir a en effet dans un premier temps joué le mépris et l'ignorance. Mais ensuite, le mouvement s'amplifiant, outre une escalade de la répression, le gouvernement, le 4 décembre, décide de lâcher sur les carburants. Mais le mouvement est fort et continue de manifester. Refusant une hausse du SMIC et le rétablissement de l'ISF, Macron annonce le 10 décembre 2018 une hausse d'une prime sociale (la prime d'activité), en même temps que d'autres mesures favorables au pouvoir d'achat. Ces concessions visent en fait à sauver l'essentiel : les réformes néolibérales déjà intervenues, ou à venir.

C'est ensuite jusqu'en avril l'épisode du « Grand débat » où le pouvoir fait mine d'être à l'écoute de la société. Mais sans dévier de sa route : quand les Gilets jaunes disent « rétablissement de l'ISF, baisse de la TVA », Macron entend « baisse de la pression fiscale et de l'impôt sur le revenu ».

Quelles suites ?

Si les manifestations continuent, le mouvement est en recul :

• du fait de la répression ;

• de la fatigue des participants ;

• de l'incapacité et du manque de volonté du mouvement syndical à se lier aux Gilets jaunes.
… mais nul ne peut dire qu'il est terminé : des rebondissements sont possibles.

La crise de l'Etat est patente, une crise organique de l'« Etat intégral » au sens de Gramsci :

• Macron est haï et dévalorisé ;

• les partis et syndicats sont remis en cause ;

• une partie de ceux qui s'éliminaient du jeu politique et social ont pris la parole ;

• le pouvoir repose essentiellement sur les ressources offertes par les institutions de la V^{e} République et la police avec une base sociale plus restreinte que celle de De Gaulle en 1968 (un des signes en est qu'il n'a pas réussi à organiser la moindre manifestation significative de soutien).

Le syndicalisme, la gauche y compris radicale a besoin de faire son propre examen.

Les Gilets jaunes se sont inscrits hors de ce que Bourdieu appelait « la définition dominante de la lutte convenable », cela leur a permis d'imposer au rouleau compresseur néolibéral ses premiers reculs depuis 1995 (ou 2006 avec le CPE). Que faire de cette radicalité quand il s'agit de mobiliser de larges masses et non une minorité ? Certains se sont vus bousculer dans leurs habitudes. D'autres ont vu avant tout dans le mouvement un appui à leur tactique électorale. D'autres, encore, y ont vu une forme de mobilisation faisant quasiment diversion à la nécessité des grèves.

Comment enfin faire vivre le mot d'ordre « Fin du monde, fin du mois, même combat » ?

Henri Wilno

« Le macronisme face aux Gilets jaunes »

Exposé-débat avec Henri Wilno

Mardi 4 juin 2019, à 19h30
Fleurettes 2, 1007 Lausanne

(à 100 m du restaurant Le Milan sous gare, direction Genève)

P.-S.

• Publié par Alencontre le 23 - mai - 2019 :

http://alencontre.org/europe/france/macron-les-gilets-jaunes-la-gauche.html

• Henri Wilno est économiste, militant du NPA.